



PRÉFÈTE DU PAS DE CALAIS

PREFECTURE
DIRECTION DES POLITIQUES INTERMINISTÉRIELLES
BUREAU DES PROCÉDURES D'UTILITÉ PUBLIQUE
ET DE L'ENVIRONNEMENT
Section des INSTALLATIONS CLASSEES
DPI - BPUPE- SIC - ND - N° 2016 - 121

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Commune d'HERSIN COUPIGNY

SITA NORD EST

----- **ARRETE DE PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES** -----

LA PRÉFÈTE DU PAS-DE-CALAIS
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'Environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 29 janvier 2015 portant nomination de Mme Fabienne BUCCIO, en qualité de préfète du Pas-de-Calais (hors classe) ;

VU le décret du 21 juillet 2015 portant nomination de M. Marc DEL GRANDE, administrateur civil hors classe, Sous-Préfet hors classe, en qualité de Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais (classe fonctionnelle II) ;

VU l'arrêté préfectoral n°2015-10-135 du 24 juillet 2015 modifié portant délégation de signature ;

VU l'arrêté ministériel du 09 septembre 1997 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux, modifié par arrêtés ministériels des 31 décembre 2001, 3 avril 2002, 19 janvier 2006, 18 juillet 2007, par ordonnance du 27 avril 2010 et par arrêtés ministériels des 02 août 2011, 12 mars 2012 ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation DCVC-EIM-GM-N°2004-200 du 02 août 2004 modifié, délivré à la Société FRANCE DECHETS pour l'exploitation du centre de stockage de déchets ménagers et assimilés sur le territoire de la commune d'HERSIN-COUPIGNY ;

VU l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires DAECs-PE-BIC-CT-N°2007-266 du 12 novembre 2007 modifiant l'article 23.2.2. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 02 août 2004 précité relatif au stockage d'amianté lié ;

VU l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires DCVC-EIM-CT/T-n°2001-370 du 13 décembre 2001 relatif à la valorisation du biogaz produit par le Centre d'Enfouissement Technique d'HERSIN-COUPIGNY ;

VU l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires DCVC-EIM-FT-n°2005-210 du 13 octobre 2005 modifiant l'arrêté du 13/12/2001 précité relatif à la valorisation du biogaz produit par le Centre d'Enfouissement Technique d'HERSIN-COUPIGNY ;

VU l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires DAGE-BPUP-LL-N°2010-48 du 26 février 2010 relatif au transfert, au bénéfice de la Société SITA Nord Hersin Coupigny, de l'autorisation délivrée à la Société SITA FD pour l'exploitation du Centre d'Enfouissement Technique implanté sur le territoire d'HERSIN-COUPIGNY ;

VU l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires DAGE/BPUP/IC-ND-N°2011-N°6 du 7 janvier 2011 modifiant les arrêtés préfectoraux précités des 02 août 2004 et 13 décembre 2001 ;

VU l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires DAGE-BPUP-SIC-LL-N°2011-248 du 18 novembre 2011 modifiant temporairement les quantités de déchets d'amiante lié pouvant être réceptionnées sur site ;

VU l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires DAGE/BPUP/IC-ND-N°2012-202 du 31 juillet 2012 pérennisant l'activité de stockage des déchets d'amiante lié ;

VU l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires DAGE-BPUP-SIC-LL-N°2013-155 du 31 mai 2013 relatif au transfert, au bénéfice de la Société SITA NORD, de l'autorisation délivrée à la Société SITA NORD Hersin Coupigny pour l'exploitation de l'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux implanté sur le territoire d'HERSIN-COUPIGNY ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation DAGE/BPUP/IC-FB N°2014-244 du 3 septembre 2014 délivré à la Société SITA NORD pour l'exploitation d'une unité de Tri Valorisation Matière Energie sur le site d'exploitation de l'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux implanté sur le territoire d'HERSIN-COUPIGNY ;

VU l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires DPI-BPUPE-SIC-GM-n°2015-276 du 19 octobre 2015 relatif au transfert, au bénéfice de la Société SITA NORD EST, de l'autorisation délivrée à la Société SITA NORD pour l'exploitation de l'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux et de l'Unité de Tri Valorisation Matière Energie du site d'HERSIN-COUPIGNY ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 février 2016 relatif à la modernisation de l'installation de valorisation énergétique du biogaz et à l'augmentation de la capacité de l'installation de traitement des lixiviats ;

VU le dossier adressé par la Société SITA NORD EST à Mme la Préfète du Pas-de-Calais le 1^{er} décembre 2015 pour l'informer, en application de l'article R.512-33 du code de l'environnement, de son projet de mise en service d'une installation de bio-déconditionnement de déchets organiques au sein de l'unité TVME autorisée sur le site d'HERSIN-COUPIGNY par arrêté préfectoral du 3 septembre 2014 ;

VU le rapport du 15 mars 2016 de l'inspection de l'environnement ;

VU l'envoi des propositions de l'Inspection de l'Environnement au pétitionnaire en date du 12 avril 2016 ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 27 avril 2016, à la séance duquel l'exploitant était absent ;

VU l'envoi du projet d'arrêté au pétitionnaire en date du 28 avril 2016 ;

VU l'absence de réponse du pétitionnaire dans les délais impartis ;

CONSIDERANT que les éléments techniques d'appréciation fournis dans le dossier susvisé du 1^{er} décembre 2015 montrent que les modifications envisagées par l'exploitant au sein de l'unité TVME sur le site d'exploitation autorisé d'HERSIN-COUPIGNY ne génèrent pas de dangers et inconvénients supplémentaires significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement et ne sont donc pas substantielles au sens de l'article R.512-33 du même code ;

CONSIDERANT que les modifications sollicitées doivent être actées par arrêté préfectoral complémentaire ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais ;

ARRETE

ARTICLE 1 - OBJET

La Société SITA NORD EST, ci-après dénommée exploitant, dont le siège social est situé Zone de l'Espace Européen de l'Entreprise - 17 rue de Copenhague 67300 SCHILTIGHEIM, est tenue de se conformer aux dispositions du présent arrêté préfectoral visant principalement à encadrer, sur le site de l'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) et de l'unité de Tri Valorisation Matières Energie qu'elle exploite Carrière de la Loisine à HERSIN-COUPIGNY, les évolutions relatives à la mise en service d'une installation de bio-déconditionnement de déchets organiques au sein de l'unité Tri Valorisation Matière Energie des déchets (unité TVME).

ARTICLE 2 – MODIFICATIONS DU CLASSEMENT DES INSTALLATIONS

Le tableau de classement figurant à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 septembre 2014 est abrogé et remplacé par le tableau de classement suivant :

Libellé en clair de l'installation	Caractéristiques des activités et des installations sur site	Rubriques de classement	Classement A/NC⁽¹⁾
Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. La quantité de déchets traités étant supérieure à 10 t/j.	<ul style="list-style-type: none">- Installation de tri, valorisation matière et énergie des déchets ménagers des collectivités, des déchets encombrants et des déchets non dangereux des entreprises et enseignes de distribution (grandes et moyennes surfaces) :<ul style="list-style-type: none">▪ Tri mécanique (cribles, séparateurs, broyeurs...) permettant une valorisation matière : métaux, plastiques... et la production de combustibles solides de récupération de calibres et PCI différents.▪ Bio-déconditionnement de déchets organiques avec tri mécanique (séparateurs, broyeurs...) d'une capacité maximale de 20 000 t/an Capacité annuelle maximale de 100 000 tonnes, soit une capacité journalière de traitement voisine de 400 tonnes.	2791-1	A
	<ul style="list-style-type: none">- Installation de déshydratation du digestat issu de la méthanisation, d'une capacité annuelle maximale de 30 000 tonnes, soit une capacité moyenne journalière de traitement voisine de 120 tonnes.		

Libellé en clair de l'installation	Caractéristiques des activités et des installations sur site	Rubriques de classement	Classement A/NC ⁽¹⁾
Installations de méthanisation de déchets non dangereux ou de matière végétale brute, à l'exclusion des installations de méthanisation d'eaux usées ou de boues d'épuration urbaines lorsqu'elles sont méthanisées sur leur site de production. Méthanisation d'autres déchets non dangereux que ceux visés en 2781-1	Installation de méthanisation de la fraction organique issue des installations de tri Capacité annuelle maximale : 40 000 tonnes	2781-2	A
Valorisation de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 t/j et entraînant les activités suivantes : traitement biologique, prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération	Traitement et valorisation matière et énergie des déchets ménagers et assimilés : opérations de tri et séparation mécanique, méthanisation... Capacité maximale de traitement d'environ 400 t/j	3532 ⁽²⁾	A
Gaz inflammables catégorie 1 et 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées) étant inférieure à 1 t	Stockage de biogaz issu de la méthanisation dans : - 2 gazomètres d'une capacité unitaire de 409 m ³ - le ciel gazeux du réacteur de digestion liquide : 300 m ³ Quantité maximale de biogaz susceptible d'être présente : 0.75 t (environ 1 120 m ³)	4310	NC
Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant inférieur à 100 m ³ .	Plate-forme de transfert de déchets verts en provenance des collectivités et entreprises. Volume de déchets verts susceptible d'être présent dans l'installation inférieur à 100 m ³ .	2716	NC

ARTICLE 3 – CONSISTANCE DES INSTALLATIONS

Le paragraphe relatif au "module 1" de l'article 1.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 septembre 2014 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« **Module 1**- module de tri implanté à l'intérieur d'un bâtiment clos existant de 3 225 m² dont l'air sera capté et traité en fonction de la nature des déchets, soit par filtres à poussières et biofiltre, soit par filtres à charbon actif, soit par tout autre moyen présentant des garanties d'efficacité au moins équivalentes.

Le bâtiment pourra abriter :

- une zone de réception des bio-déchets (vracs, palettisés ou caisses-palettes) et une zone dédiée à leur déconditionnement (trémie alimentée par chargeur à godet et/ou benne basculante pour les déchets vracs, convoyeurs, déchiqueteur, presse...), une zone d'entreposage après déconditionnement : pulpes organiques en cuves aériennes et emballages en bennes, équipement d'hygiénisation le cas échéant.

- un hall de réception des déchets et une zone dédiée au tri mécanique comprenant notamment une trémie avec dispositif ouvreur de sacs, des installations pour le tri magnétique, le broyage, des cribles rotatifs (trommels)...

Les déchets non dangereux des entreprises et encombrants subiront une première opération de tri semi-mécanisée pour séparer les fractions directement valorisables, les déchets non valorisables ou non broyables qui seront dirigés vers l'ISDND et la fraction valorisable et broyable qui elle, rejoindra le flux des ordures ménagères résiduelles.

Les différentes fractions valorisables et les combustibles solides de récupération seront expédiés séparément vers leurs zones de stockage aménagées en périphérie du bâtiment. »

ARTICLE 4 - CONFORMITE AUX DOSSIERS

Le 1^{er} alinéa du chapitre 1.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 septembre 2014 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Les installations de l'unité TVME et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont conçues, disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation référencé KA12.07.019 et dans le dossier de porter à connaissance de modifications référencé KA15.07.014 adressés par l'exploitant en Préfecture du Pas-de-Calais, respectivement les 21 juin 2013 et 1^{er} décembre 2015. En tout état de cause, elles respectent les dispositions du présent arrêté et les autres réglementations en vigueur. »

ARTICLE 5 – CATEGORIES DE DECHETS ADMISES ET PROVENANCES GEOGRAPHIQUES

Les alinéas 2 et 6 de l'article 1.4.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 septembre 2014 sont abrogés et remplacés respectivement par les dispositions des deux alinéas suivants :

« Les seules catégories de déchets pouvant être admises dans l'unité TVME du site autorisée par le présent arrêté sont :

- des ordures ménagères résiduelles issues de la collecte du service public des déchets ménagers (celles-ci sont susceptibles de contenir des déchets industriels non dangereux d'artisans en mélange).
- des refus de tri issus des collectes sélectives
- des déchets « encombrants ou tout venant » et autres déchets non dangereux
- des bio-déchets constitués exclusivement de déchets alimentaires conditionnés, en mélange ou en lots homogènes.

Les sous-produits animaux (catégorie des bio-déchets) ne peuvent être réceptionnés dans l'installation de bio-déconditionnement que si l'exploitant est titulaire de l'agrément sanitaire pour la manipulation de sous-produits animaux après leur collecte, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 8 décembre 2011 établissant les règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés en application du règlement (CE) n°1069/2009 et du règlement (UE) n° 142/2011. »

« Les installations de l'unité TVME ont vocation à recevoir et traiter de manière préférentielle les déchets collectés dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais mais pourront également traiter les déchets provenant des départements de la Somme, de l'Aisne, de l'Oise, de la Seine-Maritime et de l'Eure, de la région l'Ile de France, de l'Allemagne et du Benelux.

Cette disposition ne vaut pas pour les bio-déchets susvisés, destinés à l'installation de bio-déconditionnement. Ces déchets proviennent pour la majorité :

- des commerces de type grandes et moyennes surfaces : ceux-ci doivent être implantés dans un rayon de 50 km autour du site d'HERSIN-COUPIGNY
- des sites industriels agroalimentaires implantés dans les départements Nord, Pas-de-Calais et Somme.

Ils pourront également provenir, pour le reste, de la collecte organisée directement auprès de sites de restauration collective implantés dans ces mêmes départements. »

ARTICLE 6 – RECEPTION DES DECHETS

Les alinéas 2 et 3 du chapitre 2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 septembre 2014 sont respectivement complétés par les dispositions suivantes :

« Les bio-déchets constitués de sous-produits animaux font en outre l'objet de vérifications spécifiques dans le cadre du plan de maîtrise sanitaire ».

« La pesée des bio-déchets reçus sur site et destinés à l'installation de bio-déconditionnement au sein de l'unité TVME pourra s'effectuer au moyen des deux ponts-bascules 50 tonnes utilisés sur site dans le cadre de l'exploitation de l'ISDND ».

ARTICLE 7 – EXPLOITATION

L'alinéa 2 de l'article 2.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 septembre 2014 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« L'exploitant observe les dispositions pour qu'en conditions de fonctionnement normal des installations :

- le contenu de la plate-forme d'entreposage des déchets ménagers résiduels, refus de tri des collectes sélectives, encombrants et autres déchets non dangereux, soit minimisé chaque soir
- les bio-déchets soient traités rapidement et autant que faire se peut, dès leur réception dans l'installation. »

ARTICLE 8 – REJETS ATMOSPHERIQUES

8.1- Les alinéas 3 à 5 de l'article 3.1.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 septembre 2014 sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« Les effluents gazeux captés sont dirigés vers les différents équipements appropriés constituant l'installation de traitement de l'air : notamment installation de dépoussiérage, biofiltre ou charbon actif, en fonction de leurs caractéristiques.

Les performances épuratoires du biofiltre et des filtres charbon actif sont contrôlées régulièrement. La biomasse du lit filtrant et les caissons de charbon actif sont renouvelés aussi souvent que nécessaire.

Le réseau électrique de l'ensemble des équipements du circuit principal de traitement de l'air (filtres, biofiltre, charbon actif...) est secouru. »

8.2- Aux articles 3.3.2 et 3.3.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 septembre 2014, le terme " biofiltre " est remplacé par " biofiltre / filtre charbon actif ".

ARTICLE 9 – EAUX : CONSOMMATION ET PREVENTION DES POLLUTIONS

9.1- L'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 septembre 2014 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« ARTICLE 4.1.1 – ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

L'eau utilisée dans l'unité TVME et équipements et installations connexes provient :

- du réseau public de distribution d'eau potable (besoin estimé à 650 m³/an) pour les principales utilisations suivantes :

* usage domestique (consommation estimée à 550 m³)

* entretien des locaux et voiries (consommation estimée à 100 m³)

- du réseau d'eau industrielle du site de l'ISDND (eau de ruissellement du bassin BR1, eau en sortie de l'installation de traitement des lixiviats de l'ISDND) pour un besoin de l'ordre de 5 300 m³/an ainsi réparti :

- * utilisation au niveau de l'installation de bio-déconditionnement : adjonction en début de traitement, lavage des contenants, emballages et bennes des camions (4 400 m³/an)
- * utilisation au niveau de l'installation de méthanisation : appoint du circuit d'eau de percolation fonctionnant en circuit fermé (900 m³/an). »

En cas d'indisponibilité justifiée (installation de traitement des lixiviats à l'arrêt, qualité de l'eau incompatible avec le procédé de bio-déconditionnement...), l'eau alimentant les installations de bio-déconditionnement et de méthanisation pourra provenir du réseau public de distribution d'eau potable. L'eau du réseau public utilisée le cas échéant pour ces installations doit faire l'objet d'un comptage spécifique.

9.2- L'alinéa 3 de l'article 4.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 septembre 2014 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Les sols des bâtiments d'exploitation sont étanches et adaptés contre l'agressivité des lixiviats et des jus. En particulier :

- le sol des trois casiers de la zone de réception des bio-déchets vrac, en béton, sera aménagé en légère pente pour permettre la collecte des jus dans un caniveau étanche
- la plate-forme d'entreposage des déchets ménagers résiduels est en béton. Tout écoulement sera canalisé vers un point bas (regard borgne) et repris par pompage mobile vers le réseau interne approprié de collecte des eaux (réseau de collecte associé à la plate-forme de déshydratation). »

9.3- L'article 4.3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 septembre 2014 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« ARTICLE 4.3.1 – IDENTIFICATION DES EFFLUENTS

Les différentes catégories d'effluents en provenance de l'unité TVME sont les suivantes :

- effluent n° 1 : eaux usées issues de l'installation de bio-déconditionnement (eaux de lavage des contenants, emballages et bennes des camions) collectées dans une citerne, du module de méthanisation (rejets occasionnels dans la mesure où les eaux de process fonctionnent en circuit fermé), de l'installation couverte de déshydratation (les lixiviats générés par l'égouttage des andains peuvent aussi être réintroduits dans le circuit des eaux de process) et effluents issus de la plate-forme de transfert des déchets verts.
- effluent n° 2 : eaux pluviales de ruissellement sur les voies de circulation et parkings, susceptibles d'être polluées, et eaux pluviales de toiture,
- effluent n° 3 : eaux domestiques. »

9.4- Le 1^{er} alinéa de l'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 septembre 2014 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Effluent n°1

L'excès des eaux de lavage mises en œuvre dans l'installation de bio-déconditionnement et collectées gravitairement en citerne, non utilisées en adjonction dans le début de procédé ni pour la production de la pulpe organique, de l'ordre de 500 m³/an, est dirigé vers les bassins de lixiviats pour être traité sur site.

Les lixiviats générés par l'égouttage des andains sont récupérés via un réseau de collecte comprenant une cuve suffisamment dimensionnée. A défaut d'être réintroduits dans le circuit des eaux de process de la méthanisation, ils sont dirigés vers la station de traitement des lixiviats de l'ISDND.

Les éventuels excès de percolats et les eaux issues de la plate-forme de transfert des déchets verts seront dirigés vers cette même station de traitement. »

ARTICLE 10 – DECHETS PRODUITS

Le tableau de l'article 5.1.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 septembre 2014 est complété par les deux lignes suivantes relatives aux déchets "pulpes organiques" et "emballages".

Code nomenclature déchets	Origine du déchet	Nature du déchet	Mode de stockage temporaire sur site	Filières d'élimination	Quantité approximative annuelle produite en fonctionnement normal en tonnes
19 12 12	Bio-déconditionnement module 1	Pulpes organiques	3 cuves 100 m ³	R3 : Méthanisation	22 000
19	Bio-déconditionnement module 1	Emballages	2 bennes sous bâtiment	Valorisation matière ou énergie / ISDND	2000
15 02 03	Bio-déconditionnement traitement de l'air module 1	Charbon actif	box	R7 : régénération	Non déterminée

Sous le tableau de l'article 5.1.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 septembre 2014, sont ajoutées les dispositions suivantes :

« Les pulpes organiques seront dirigées de manière préférentielle vers le module de méthanisation de l'unité TVME (qui devra être adapté pour ce type de déchets spécifiques) ou à défaut, vers des unités extérieures de méthanisation implantées dans un rayon inférieur à 100 km autour du site d'HERSIN-COUPIGNY. Dans ce cas, elles seront transportées par camions-citernes et les filières de méthanisation locales seront privilégiées : il pourra s'agir d'unités agricoles dûment autorisées implantées dans les départements du Nord, Pas-de-Calais ou Somme.

Si l'installation de bio-déconditionnement reçoit des déchets de sous-produits animaux, les pulpes organiques susceptibles d'être produites en totalité ou partiellement à partir de ces sous-produits et dirigées soit vers l'installation de méthanisation exploitée au sein de l'unité TVME du site, soit vers une ou plusieurs unités extérieures de méthanisation non dotées d'un module d'hygiénisation de ces pulpes en amont de la méthanisation, doivent subir sur site du TVME une opération d'hygiénisation suivant la méthode normalisée.

Les emballages séparés des bio-déchets lors de l'opération de bio-déconditionnement seront valorisés (valorisation matière privilégiée ou valorisation énergétique) conformément aux dispositions rappelées à l'article 5.1.2 du présent arrêté, ou en cas d'impossibilité technico-économique justifiée, éliminés dans l'ISDND exploitée sur site ».

ARTICLE 11 – PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

11.1- L'alinéa 2 de l'article 7.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 septembre 2014 est abrogé par les dispositions suivantes :

« Les bio-déchets sont réceptionnés directement à l'intérieur du bâtiment de réception et tri de l'unité TVME ; l'aire de réception est organisée en 3 zones distinctes :

- zone "déchets vrac" composée de trois casiers de capacité unitaire maximale de 25 m³.
- zone caisses palettes d'une capacité maximale de 150 unités
- zone produits palettisés d'une capacité maximale de 20 palettes.

La quantité d'emballages issus du bio-déconditionnement, entreposée provisoirement dans le bâtiment de tri, sera toujours inférieure à 80 m³. »

11.2- Le 1^{er} alinéa de l'article 7.2.7.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 septembre 2014 est abrogé par les dispositions suivantes :

« Cette disposition vaut pour les trois cuves de pulpes organiques d'une capacité unitaire 100 m³ implantées dans le bâtiment de tri de l'unité TVME. »

11.3- Les moyens de lutte contre l'incendie listés à l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 septembre 2014 sont complétés par les dispositions suivantes :

« - une réserve d'eau de 240 m³ dans l'enceinte foncière du TVME pour la défense incendie (poche d'eau ou équivalent), associée au minimum à deux points d'aspiration. »

11.4- Le chapitre 8.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 septembre 2014 est complété par les dispositions suivantes :

« ARTICLE 8.2.4 – FILTRE CHARBON ACTIF

L'installation de traitement au charbon actif des rejets atmosphériques du module 1 de l'unité TVME est équipée d'un système de surveillance par capteurs de température, avec reports des indications et alarmes. »

ARTICLE 12 – DECHETS RECUS SUR LE SITE DE L'ISDND

L'article 5.5.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 août 2004 modifié est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« 5.5.4.- Conformité des déchets reçus

Afin de s'assurer de la conformité des chargements de déchets avec certaines des caractéristiques définies dans les procédures d'information préalable ou d'acceptation préalable, outre le contrôle visuel du chargement dès l'admission sur site, un second contrôle (au minimum visuel) permettant un contrôle de cette conformité des déchets entrants est effectué par un opérateur nommément désigné par l'exploitant soit sur une aire de déchargement spécifique couverte hors de la zone de stockage dans les conditions précisées à l'alinéa suivant, soit de manière systématique sur la zone de stockage préalablement à la mise en place des déchets. Une procédure qui définit ces contrôles de conformité précise les dispositions mises en œuvre dans le cas où des déchets non admissibles sont observés lors de cette dernière phase de contrôle (modalités de reprise des déchets, information, retour vers le détenteur, traçabilité...).

Dans le cas où l'exploitant opte pour le contrôle sur une aire spécifique hors de la zone de stockage en cours d'exploitation :

- cette aire de contrôle est dimensionnée pour permettre le déchargement complet des déchets, et les eaux souillées qui y sont collectées sont traitées comme des lixiviats.
- les contrôles de conformité peuvent être réalisés de manière statistique suivant un protocole préétabli de nature à garantir leur efficacité. »

ARTICLE 13 - DELAI ET VOIES DE RECOURS

En application de l'article R 514.3.1 du Code de l'Environnement :

- Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au tribunal administratif,
- Le délai de recours est de deux mois, à compter de la notification dudit arrêté, pour le demandeur ou l'exploitant et de 1 an pour les tiers, à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

ARTICLE 14 - PUBLICITE

Une copie du présent arrêté est déposée en mairie d'HERSIN COUPIGNY et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté imposant des prescriptions complémentaires pour l'exploitation de cette installation sera affiché en mairie d'HERSIN COUPIGNY pendant une durée minimale d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire de cette commune.

Ce même extrait d'arrêté sera affiché en permanence dans l'installation par l'exploitant.

ARTICLE 15 - EXECUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, la Sous Préfète de LENS et l'Inspection de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société SITA NORD EST et dont une copie sera transmise à la mairie d'HERSIN COUPIGNY.

Arras, le **26 MAI 2016**
Pour la Préfète,
Le Secrétaire Général



Marc DEL GRANDE

Copie destinée à :

- Sté SITA NORD EST
- Sous-Préfecture de LENS
- Mairie de HERMIN COUPIGNY
- Dossier
- Chrono
- Archivage